

b2798256 (F)

CA1
EA533
94P22
FRE
ex.1
DOCS

**Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international**

GROUPE DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES

DOCUMENT N° 94/22

La sécurité régionale en Asie centrale

par

le professeur S. Neil MacFarlane

(Juin 1994)

Les documents du Groupe des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et questions internationales. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe des politiques (CPB), Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 (Tél. : (613) 944-0367, télécopieur : (613) 944-0375). On peut obtenir des copies de ce document en en faisant la demande au Centre InfoExport (SKI) du Ministère (1-800-267-8376; région d'Ottawa (613) 944-4000, télécopieur : (613) 996-9709), en mentionnant le code SP56F.

An English version of the Paper is also available.

**POLICY PLANNING STAFF PAPERS/DOCUMENTS DU GROUPE DE LA
PLANIFICATION DES POLITIQUES**

CODE BPTÉ	DOC NO.	TITLE/TITRE	AUTHOR/ AUTEUR	STATUS/ STATUT *	FRENCH VERSION ANGLAISE
SP6A	91/8	Canada and Asia Pacific Security The North Pacific Cooperative Security Dialogue: Recent Trends	Stewart Henderson	A/D	Yes/Oui
SP6F	91/8	Le Canada et la sécurité coopérative dans le Pacifique nord: les tendances	Stewart Henderson	A/D	Yes/Oui
SP8A	92/1	Japanese National Security Policy: Changing Perceptions and Responses	Stewart Henderson	A/D	Yes/Oui
SP8F	92/1	La Politique japonaise de sécurité nationale: autres interprétations, autres réponses	Stewart Henderson	A/D	Yes/Oui
SP9A	92/2	Sovereignty, Non-Intervention and the Intrusive International Order	André Ouellette Stewart Henderson Daniel Livermore	A/D	Yes/Oui
SP9F	92/2	La souveraineté, la non-intervention et l'ordre international indiscret	André Ouellette Stewart Henderson Daniel Livermore	A/D	Yes/Oui
SP10A	92/3	Canada and Asia Pacific Security - The North Pacific Cooperative Security Dialogue: Recent Trends	Stewart Henderson	A/D	No/Non
SP11A	92/4	Japan and Russia: The Northern Territories Border Dispute	Stewart Henderson	A/D	See 92/9 voir 92/9
SP13A	92/6	Leadership or Followership: The Canada-EC Transatlantic Declaration	Evan Potter	A/D	No/Non
SP14A	92/7	World Population Growth and Population Movements: Policy Implications for Canada APR92	Michael Shenstone	A/D	Yes/Oui
SP14F	92/7	Croissance démographique mondiale et mouvements de population: conséquences pour les politiques canadiennes	Michael Shenstone	A/D	Yes/Oui
SP15A	91/6	Diplomatic Recognition in an Inter-Dependent World: Emerging Themes	Policy Planning Staff	A/D	No/Non
SP16F	92/9	Le différend frontalier entre le Japon et la Russie JUN92	Stewart Henderson	A/D	See 92/4 voir 92/4
SP20F	93/2	La sécurité en Asia-Pacifique: perspectives et mesures canadiennes	Stewart Henderson	A/D	No/non
SP21A	93/3	Minorities: Addressing an Emerging International Security Issue	André Ouellette Daniel Livermore	A/D	Yes/oui
SP21F	93/3	Les minorités: un nouveau problème de sécurité internationale	André Ouellette Daniel Livermore	A/D	Yes/oui
SP54A	94/20	The Russian Initiative in the Balkans: Background and Consequences	Global Affairs Research Partner	A/D	Yes/Oui

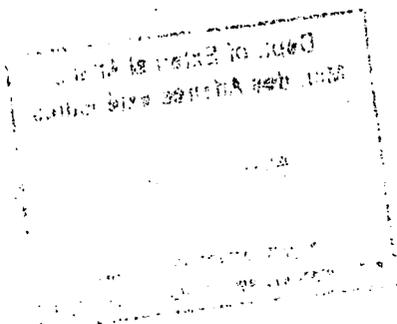
Avertissement

Ce document a été rédigé par M. S. Neil MacFarlane, professeur d'études politiques à l'Université Queen's (Kingston) et coordonnateur du programme d'études post-soviétiques au Centre des relations internationales. Les opinions exprimées dans ce texte sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les opinions et les politiques du Gouvernement du Canada et de ses organismes.



La sécurité régionale en Asie centrale

Introduction	3
Diversité régionale	5
Situation économique et politique	6
A. Le legs de l'histoire et le problème d'identité	6
B. Conjoncture économique	11
C. Évolution politique	15
Les relations internationales de l'Asie centrale	21
A. Le contexte régional	21
B. Le contexte international	23
Conclusion	28



INTRODUCTION

Ce document va de pair avec une étude de la politique, de l'économie et de la sécurité au Kazakhstan, effectuée pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en mars 1994. Cette étude se trouve ici placée dans un cadre régional tout en constituant une analyse détaillée sur l'un des principaux acteurs de l'Asie centrale.

Quand on se penche sur cette région, il apparaît encore une fois logique de commencer par examiner l'intérêt du Canada. Premièrement, quoique le Kazakhstan soit la seule puissance nucléaire héritière de l'ancien régime, on trouve dans la région plusieurs usines importantes qui continuent de produire des combustibles nucléaires dans le prolongement du cycle soviétique (comme la grande centrale d'enrichissement de l'uranium au Tadjikistan). Par ailleurs, plusieurs pays sont ou pourraient devenir d'importants producteurs d'uranium (notamment le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, outre le Kazakhstan).¹ Cela a d'importantes répercussions sur l'établissement d'un régime de non-prolifération durable dans le secteur et sur le contrôle du commerce de matières nucléaires.² Les États producteurs d'uranium sont aussi d'importants concurrents du Canada sur le marché mondial, et ils peuvent être intéressés par les techniques canadiennes d'extraction, de broyage et de raffinage.

Il s'agit d'un exemple parmi d'autres. Plusieurs pays de la région (le Kazakhstan et l'Ouzbékistan en particulier mais aussi, probablement, le Kirghizistan) produisent de grandes quantités de métaux non ferreux. Le malheur, c'est que leur entrée sur les marchés mondiaux du cuivre et de l'or, ainsi que de l'uranium, engendre des problèmes d'ajustement dans d'autres pays producteurs tels que le Canada, contraints de s'adapter à une augmentation de l'offre et à la baisse du cours des métaux qui en résulte.³

¹ Les réserves des Kirghiz ne sont pas développées, mais les Ouzbeks et les Kazakhs ont produit chacun environ un tiers de l'uranium soviétique à la fin des années 1980. Pour plus de détails sur les réserves et la production d'uranium dans l'Asie centrale, voir David Haglund, S. Neil MacFarlane et Vladimir Popov, Change in the Former Soviet Union and Its Implications for the Canadian Minerals Sector (Kingston, ON: Centre for Resource Studies, 1994), pp. 32, 127.

² On a appris récemment, par exemple, que les autorités libyennes étudiaient la possibilité de se procurer des produits nucléaires au Tadjikistan à la fin de 1992.

³ Sur ce point, voir David Haglund et S. Neil MacFarlane, "The Former Soviet Union in International Minerals Markets; The Resurrection of 'Strategic Minerals Policy?'", Occasional Paper #47 (Kingston, ON: Centre for International Relations, 1994).

En revanche, le grand potentiel minier de la région, ainsi que l'extrême besoin d'une modernisation des installations d'extraction et de raffinage existantes créent des débouchés pour les entreprises canadiennes dans ces domaines. Il en va de même dans le secteur de l'énergie au Kazakhstan, au Turkménistan et, dans une moindre mesure, en Ouzbékistan. Les grosses centrales hydroélectriques et les ressources du Tadjikistan et du Kirghizistan offrent des possibilités comparables pour les entreprises canadiennes spécialisées dans la production et la transmission d'énergie.

Il y a lieu de croire, bien que cela relève plus de l'hypothèse, que le secteur énergétique au Turkménistan et au Kazakhstan est suffisamment développé pour engendrer des apports de devises non négligeables. L'accumulation probable d'imposantes réserves de devises fortes, ajoutée au faible développement de l'industrie légère et du secteur des biens de consommation ainsi qu'à une infrastructure primitive dans ces deux pays, en fait des marchés qui peuvent être attrayants pour les fournisseurs d'équipements industriels et de produits de grande consommation, et pour les services d'ingénierie et de construction.

Troisièmement, beaucoup pensent que la région dans son ensemble fait l'objet d'une concurrence croissante et pourrait être le siège de conflits entre puissances voisines, dont la Chine, la Russie, l'Iran et la Turquie.⁴ Le flou géopolitique qui a suivi l'effondrement de l'URSS apparaît à la fois troublant et attrayant pour les États contigus.

De surcroît, le risque d'un débordement de l'instabilité locale dans les pays voisins, et inversement, est bien réel comme en témoigne la fusion partielle des guerres civiles en Afghanistan et au Tadjikistan. La CSCE et les Nations Unies interviennent de plus en plus dans la sécurité de la région, notamment au Tadjikistan. Le Canada, en tant que membre de ces deux organisations, souhaite éviter une prolifération du conflit et une déflagration générale ou régionale susceptibles de nécessiter une extension des activités opérationnelles de ces organismes; de façon générale, il souhaite aussi la stabilité de la région couverte par la CSCE.

L'ampleur des menaces comme des possibilités qui existent dans la région dépend pour une très grande part de l'évolution politique et économique interne. Dans ce document, nous étudierons l'héritage de la Russie et du régime soviétique, la situation politique et économique dans les États de la région, les transformations des structures régionales et le rôle d'acteurs extérieurs, avant de revenir à la politique canadienne.

⁴ Pour les raisons exposées dans l'avant-dernière section de ce document, cette perspective m'inquiète moins.

DIVERSITÉ RÉGIONALE

L'Asie centrale est souvent qualifiée en des termes relativement indifférenciés : on y voit une région riche en minéraux et en énergie, exposée à de graves tensions ethniques et au fondamentalisme religieux, dont l'environnement a été détruit par les excès de l'ère soviétique, et victime de l'oppression d'héritiers du régime soviétique qui président à un désastre économique omniprésent. Il s'agit pourtant d'une région extrêmement hétérogène. Les pays qu'elle abrite présentent un profil ethnographique diversifié, certains étant à dominance turque (Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan, Ouzbékistan) et certains parlant principalement des dialectes du farsi (Tadjiks et Pamiris). Les uns comportent de fortes minorités européennes (Kazakhstan, Kirghizistan, etc.), et d'autres des populations européennes beaucoup moins nombreuses (Ouzbékistan, Tadjikistan). Dans certains, les relations interethniques sont raisonnablement bonnes (Kazakhstan et Turkménistan) et, dans d'autres, elles s'avèrent véritablement explosives (Tadjikistan) ou risquent de l'être (Ouzbékistan). Le poids de l'Islam varie sensiblement entre les groupes ethniques, selon la période de conversion et la culture (rurale ou urbaine, nomade ou sédentaire).

On passe dans la région d'un climat de hautes montagnes au désert. Des pays regorgent d'eau (Kirghizistan), d'autres en manquent sérieusement (Ouzbékistan). L'état de l'environnement laissé par l'URSS est désastreux dans certains pays (Kazakhstan et Ouzbékistan), relativement préservé dans d'autres (Kirghizistan).

On enregistre une abondance d'hydrocarbures dans certains pays (Turkménistan, Kazakhstan), un déficit dans d'autres (Kirghizistan). Certains produisent beaucoup de minerais (Kazakhstan, Ouzbékistan), d'autres en possèdent apparemment peu (Turkménistan). Les uns disposent d'une base économique relativement développée (le Kazakhstan, par exemple, affichait en 1991 un revenu par tête comparable à celui de la Malaisie, l'un des pays du tiers monde les mieux lotis). D'autres sont beaucoup plus pauvres. Le revenu par tête au Tadjikistan, par exemple, était en 1991 de l'ordre de 1 000 \$ par an.⁵ On trouve dans la région un large éventail de régimes politiques : néostalinisme (Turkménistan), autoritarisme dur (Ouzbékistan) ou modéré (Kazakhstan), quasi-démocratie (Kirghizistan).

Il convient donc d'être prudent lorsqu'on essaie de dégager un profil régional. À cet égard, la vraie question est peut-être de savoir ce qui unit des États aussi différents. En dépit de leur diversité, ils vivent en commun certaines conséquences de l'autorité russe et soviétique. Ils font face à des problèmes économiques et politiques

⁵ De tels écarts ont conduit un observateur à déclarer récemment que « du seul point de vue du revenu national, le Kazakhstan est aussi différent du Tadjikistan que le Chili de la Jordanie ». Shafiqul Islam, " Capitalism on the Silk Route? ", *Current History* XC, n° 582, p. 155.

semblables. Et ils partagent un espace géopolitique défini, mal organisé, menacé d'éclatement et entouré d'États puissants et peut-être dangereux. Voilà autant de facteurs communs qui ont d'importantes retombées sur la sécurité régionale.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

A. Le legs de l'histoire et le problème d'identité

Fondamentalement, l'insécurité des nouveaux États de l'Asie centrale s'explique souvent par le fait qu'aucun n'a été indépendant dans le passé. Historiquement parlant, les communautés de la région se sont organisées d'une façon rudimentaire (comme les Kazakhs nomades et les Kirghiz des montagnes), ont fait partie d'empires contigus (pensons à l'emprise ou à l'influence longtemps exercées par la Perse sur Samarkand et Bukhara, ou aux quatre cents ans d'occupation russe dans le nord du Kazakhstan), ou se sont structurés en États dont les frontières ressemblaient peu au découpage territorial actuel (émirat de Bukhara, par exemple).

Aucune des nationalités établies dans la région ne peut se prévaloir d'une tradition d'État-nation. Parfois, les distinctions entre elles ont été minces.⁶ Les identités traditionnelles apparaissent donc étroites et très localisées, limitées aux dimensions du village, de la région, du clan ou de la famille étendue. Avant l'ère soviétique, les appellations « Ouzbek », « Kazakh » et « Kirghiz » signifiaient peu de choses pour les communautés de la région.

La politique des républiques soviétiques n'a pas réussi à imposer une identité nationale. Le découpage de leurs territoires en Asie centrale s'est fait arbitrairement, créant d'importantes populations d'« Ouzbeks » au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, ou de « Kazakhs » au Kirghizistan et en Ouzbékistan, entre autres. La délimitation de la frontière du Kazakhstan a laissé dans cette république une population russe anormalement importante.

Il s'agissait d'actes délibérés. Le découpage du Turkménistan russe s'expliquait par la volonté de prévenir un affermissement de l'identité turque. Le gouvernement soviétique a encouragé le développement culturel des nationalités dominantes pour sceller définitivement cet éclatement de l'identité turque. Les frontières ont été tracées de façon à entretenir la tension entre des républiques qui se disputent des terres ou des villes depuis toujours. Enfin, l'éclatement des populations entre les républiques avait pour but d'entretenir le mécontentement des minorités à l'intérieur des frontières

⁶ Ainsi, jusqu'en 1926, les Kazakhs et les Kirghiz étaient assimilés à une seule langue. Voir Ronald Wixman, The Peoples of the USSR: An Ethnographic Handbook (Armonk, NY: M.E. Sharpe, 1988), p. 108.

et, en conséquence, d'affaiblir les républiques. Ce découpage a aussi contribué aux tensions entre républiques car les minorités opprimées dans un État appartenaient souvent à la même ethnie que les gens au pouvoir dans une république voisine.

Les politiques de migration, surtout pendant le règne de Staline et de Khrouchtchev, ont exacerbé les tensions en installant aux quatre coins de la région des minorités européennes importantes et (ultérieurement⁷) privilégiées, en particulier dans des zones urbaines⁸ ou des zones industrielles économiquement fortes (comme Karaganda dans le nord du Kazakhstan). On voit au tableau I que, proportionnellement, les populations russes les plus importantes se trouvent au Kazakhstan et au Kirghizistan.

Après Staline, la restitution du pouvoir aux élites des républiques n'a fait qu'accélérer le mouvement car elle a permis à des clans politiques de se former sous couleur de partis dans toute la région. Les partis et les gouvernements des républiques ont fini par être dominés par des clans ou des réseaux d'influence régionaux étendus au détriment des groupes (intérieurs comme extérieurs à l'ethnie au pouvoir) qui n'avaient aucune part du gâteau.⁹

En résumé, le principal problème sociopolitique auquel les États de la région font face est probablement le manque d'identité politique ou, plus exactement, l'absence d'adéquation entre, d'une part, les caractéristiques territoriales de l'État et, d'autre part, ses caractéristiques ethniques et la conscience politique de la population. De façon générale, dans un système de relations internationales censé reposer sur le principe d'État-nation, ces pays disposent de deux moyens pour enraceriner l'État dans la société. Ils peuvent opter pour un « nationalisme civique », selon lequel l'appartenance à la communauté politique se fait par intégration et est fondée sur la règle de naissance ou de résidence dans un territoire précis et sur l'acceptation de la légitimité de l'État. Dans ce cas, l'origine ethnique ne constitue pas une caractéristique importante de la citoyenneté.

⁷ Pendant l'ère stalinienne, la population européenne de la région était surtout composée de colonies pénales. Il est difficile de dire que ces migrants menaient une vie privilégiée.

⁸ Au moment de l'indépendance, toutes les capitales des républiques étaient à majorité européenne.

⁹ Au Kazakhstan, par exemple, la politique est depuis toujours centrée sur la division entre la Grande Horde, la Moyenne Horde et la Petite Horde. La Grande Horde a reçu une part avantageuse des ressources du fait même que Nazarbaev en était originaire.

Tableau I. L'équilibre ethnique en Asie centrale

Kazakhstan : 16,9 millions¹⁰

Kazakhs	43,2
Russes	36,4
Ukrainiens	5,2
Allemands	4,7
Ouzbeks	2,1
Autres	8,4

Kirghizistan : 4,6 millions¹¹

Kirghiz	52,0
Russes	21,9
Ouzbeks	12,9
Ukrainiens	2,5
Allemands	2,4
Autres	8,3

¹⁰ La proportion de Russes est en train de diminuer sensiblement (comme celle des Ukrainiens et des Allemands) à cause des migrations. La part des Kazakhs augmente du fait du départ des populations d'autres origines et d'un taux de naissances généralement plus élevé.

¹¹ Ces pourcentages sont approximatifs, toujours à cause des nombreux départs d'Européens. Selon une source, 300 000 Russes auraient quitté le Kirghizistan entre 1988 et 1992, ce qui ramène à 18 p. 100 le pourcentage de Russes dans la population. Voir Roland Danreuther, Creating New States in Central Asia, Adelphi Paper 288 (London: Brassey's for the IISS, 1994), p. 39.

Tadjikistan : 5,7 millions

Tadjiks	65,0
Ouzbeks	24,9
Russes	3,5
Autres	6,6

Turkménistan : 4,3 millions

Turkmènes	75,0
Russes	8,1
Ouzbeks	9,0
Kazakhs	2,0
Autres	5,9

Ouzbékistan : 21,6 millions

Ouzbeks	71,0
Russes	9,7
Tadjiks	4,7
Kazakhs	4,1
Tatares	2,4
Karakalpaks	2,1
Autres	7,0

Source : Estimations de la CIA.

Ou ils peuvent opter pour un « ethnonationalisme », selon lequel l'intégration à la communauté est exclusive et strictement régie par l'origine ethnique. L'option choisie a évidemment des conséquences, surtout dans des sociétés composites. L'ethnonationalisme constitue une bonne recette pour la suppression des droits politiques et humains à grande échelle, la purification ethnique et la guerre civile.

D'un autre côté, l'intégration sur la base d'un nationalisme civique est difficile lorsque beaucoup de personnes qui n'appartiennent pas au groupe ethnique au pouvoir entretiennent des liens affectifs ou culturels avec des groupes d'États voisins, quand ils ne leur manifestent pas un reste de fidélité ethnopolitique.¹² En outre, comme nous le verrons plus loin, les régimes de la région ne possèdent aucune légitimité dans leur propre État à cause de leur passé soviétique, de la non-représentativité relative de leur système politique et du faible degré de politisation et de motivation de leur population

¹² Pour plus de clarté, faisons une analogie. L'existence d'une minorité serbe pose un problème fondamentalement différent selon qu'on se trouve au Canada, en Hongrie ou en Croatie. La Serbie est une région très éloignée de nous avec laquelle nous n'avons jamais eu de conflit politique ni territorial.

(voir ci-dessous). Ils sont donc peu solides et très sensibles aux critiques internes. En conséquence, même s'ils auraient intérêt à prendre la voie d'un nationalisme civique sans connotation ethnique, ils hésitent à écarter la solution de l'ethnonationalisme pour éviter qu'on les accuse de trahison nationale.¹³

Autrement dit, l'orientation suivie pour la survie de l'État peut être radicalement opposée à celle qui vise à la survie du régime. S'agissant de la survie et de la prospérité de l'État, le principe d'un nationalisme ouvert peut se justifier, mais peut-être pas lorsqu'il est question de la survie du régime. Il en résulte dans le pays, en ce qui a trait à la question sociopolitique capitale qu'est l'adhésion à la communauté nationale, une multiplicité embarrassante, sinon dangereuse, de politiques contradictoires.

La question religieuse est liée à celle de l'identité politique. La menace du fondamentalisme islamique constitue l'un des principaux sujets de préoccupation des analystes occidentaux qui s'intéressent à la sécurité régionale en Asie centrale. Cela est peut-être plus révélateur de nos obsessions que des menaces qui pèsent sur la région. Mais c'est aussi un véritable casse-tête pour les gouvernements de la région (voir ci-dessous).

Pour beaucoup de ces pays, mais pas pour tous, l'Islam est une forme d'identité qui date d'avant la domination russe.¹⁴ Cependant, son emprise diffère selon plusieurs axes (échelle nationale, milieux urbains ou ruraux, classe). La tradition islamique de l'Ouzbékistan remonte largement à mille ans et est bien ancrée dans les vieux centres urbains du pays. Sarmakand et Bukhara sont des centres d'islamisation depuis des centaines d'années. En revanche, la conversion des Kazakhs et des Kirghiz est un phénomène beaucoup plus récent, inachevé jusqu'au 19^e siècle. Dans ces secteurs, la conversion récente et la force des traditions religieuses antérieures à l'Islam dans les campagnes ont engendré un amalgame de rites islamiques (circoncision, mariage, inhumation) et de croyances pré-islamiques.

Là encore, l'arrivée des Soviétiques n'a fait que compliquer les choses vu qu'ils ont supprimé les institutions éducatives et administratives islamiques en place, entraînant pour une grande part l'Islam dans la clandestinité. Le gouvernement

¹³ Cela explique en grande partie, par exemple, la résistance de Nazarbaev et de Karimov à l'idée d'une double nationalité avancée par les Russes, ou l'accord de Nazarbaev pour que le kazakh devienne la seule langue de l'État.

¹⁴ Dans certains secteurs de la région (et notamment au Kazakhstan), il entraînait dans la politique russe du 18^e siècle d'encourager le prosélytisme islamique. Catherine II pensait que la population indigène était trop primitive pour être absorbée par l'Église orthodoxe et que l'Islam était une étape pratique sur le chemin de la lumière.

soviétique et ses agents locaux n'ont toutefois pas réussi à l'éliminer complètement. En effet, la pénétration des communautés rurales non russes étant difficile, ils ont réalisé peu de progrès en dehors des grands centres urbains pour ce qui est de faire disparaître les principaux rites, comme la circoncision, le mariage et l'inhumation. Si les Soviétiques ont assez bien réussi à supprimer le clergé, à réduire le système d'éducation islamique officiel et à imposer leur mainmise sur ce qui en restait, en revanche l'éducation religieuse dispensée dans les familles et les villages s'est poursuivie sous le manteau.

Cependant, en Asie centrale, l'Islam a perdu beaucoup de ses contacts avec les centres religieux du Moyen-Orient. Les traits distinctifs et les particularismes locaux des pratiques religieuses en sont sortis renforcés. Le fait de s'être habituées à une idéologie officielle dominante (le communisme) qui répondait à leurs questions existentielles fondamentales et qui orientait leur pensée politique et sociale prédispose les populations de la région à chercher d'autres références intellectuelles maintenant que le communisme n'est plus. L'Islam comble effectivement ce vide et est déjà profondément enraciné dans la communauté.

Passons au dernier aspect de l'héritage russe et soviétique : il n'existe dans la région aucune tradition, ou presque, d'institutions sociales et politiques indépendantes, comme partout dans l'ex-Union soviétique. Il ne se trouvait aucun parti pour prendre la place laissée par les Communistes. Il n'y avait pas d'organismes sociaux ni de groupes d'influence capables de réunir et de défendre les intérêts des individus. Plus simplement, les populations n'étaient pas accoutumées à l'idée d'une action politique indépendante et issue de la base.

Cela a engendré un système politique qui ne permet pas aux préoccupations du peuple de se concrétiser dans des politiques gouvernementales, et qui a laissé aux dirigeants toute latitude pour imposer des régimes plus ou moins autoritaires (plutôt plus que moins). Le problème, avec de tels régimes, c'est que la tentation de sortir du système (sous la forme de soulèvements, d'actes révolutionnaires, etc.) s'accroît à mesure que les frustrations s'accumulent lorsque le peuple ne trouve pas dans le système des moyens d'exprimer ses aspirations et griefs.

B. Conjoncture économique

Devant le mécontentement populaire croissant, il convient de se pencher sur la situation économique. Il n'est pas exagéré de qualifier de désastreux le bilan économique des cinq républiques de l'Asie centrale depuis leur indépendance (voir le tableau II).

**Tableau II. Résultats économiques de l'Asie centrale
en 1992 et 1993
(% de l'année précédente)¹⁵**

	RN		PI		RRP		IPC	
	92	93	92	93	92	93	92	93
Kazakhstan	86	83	86	85	70	86	985	1 227
Kirghizistan	74	84	73	75	43	51	1 006	1 288
Tadjikistan	69	-	76	80	34	74	1 013	1 392
Turkménistan	-	111	83	108	87	95	810	1 808
Ouzbékistan	87	97	94	103	74	119	699	900
Russie	80	87	81	84	64	107	1 024	1 030

RN = Revenu national

PI = Production industrielle

RRP = Revenu réel des particuliers

IPC = Indice des prix à la consommation

Plusieurs choses sautent immédiatement aux yeux. Premièrement, toutes les républiques font encore face à de gros problèmes d'ajustement. L'efficacité des mesures qu'elles prennent varie énormément. Ainsi, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont assez bien réussi à ralentir la détérioration économique. Les trois autres connaissent encore de graves ennuis : au Kazakhstan, par exemple, la dégradation du revenu national s'est accélérée en 1993. Par contre, les cinq républiques ont enregistré une inflation plus forte en 1993 qu'en 1992, qui s'explique en partie par l'incertitude qui pesait sur la zone rouble pendant presque toute l'année 1993, ainsi que par l'effondrement de la monnaie et son remplacement par des devises locales (partout sauf au Tadjikistan) à la fin de l'année.¹⁶ L'inflation et la diminution de la

¹⁵ Données de Vladimir Popov, The Russian Economy: Survey of 1993 and Forecasts for 1994 (Middlebury, VT: Geonomics, 1994), p. 66.

¹⁶ L'outil d'incitation au maintien dans la zone rouble était simple : rester dans cette zone, cela signifiait un accès continu aux subventions cachées de la Russie, et cela évitait aux États de l'Asie centrale d'avoir à payer leurs denrées de base aux prix mondiaux. Mais, en septembre 1993, il était devenu clair que ce système avait des retombées fort coûteuses sur la souveraineté économique. Un

production nationale ont entraîné une importante baisse du revenu réel des particuliers et du niveau de vie dans toutes les républiques à l'exception d'une seule (Turkménistan)¹⁷ en 1992-1993.

Sur le plan de la sécurité régionale, l'indépendance et les réformes économiques ont surtout entraîné un appauvrissement de la population, source d'une forte insécurité et de frustrations chez les individus, ainsi que d'une criminalité explosive.¹⁸ L'apparition d'écarts significatifs dans les revenus et le luxe affiché par une petite minorité alimentent les frustrations et le ressentiment populaires. L'incapacité des gouvernements à redresser véritablement l'économie ajoute à la remise en question de leur légitimité, tout comme le fait que, partout dans la région, les principaux bénéficiaires des nouvelles richesses sont souvent les hauts fonctionnaires ou leurs proches associés.

La détérioration des conditions de vie en milieu rural et la concentration de la richesse dans les zones urbaines, parallèlement, ont aggravé les tensions entre la ville et la campagne, et provoqué de fortes migrations. L'incapacité des économies urbaines en Asie centrale d'absorber des afflux de nouveaux migrants accroît à son tour le degré de frustration sociale et les conflits ethniques dans les villes. Autrement dit, la situation économique est en soi l'une des principales causes de l'instabilité politique qui menace la région.

observateur écrivait : « La Russie n'a eu d'autre solution que de prendre à sa charge leurs politiques financières et monétaires. » Islam, " Capitalism on the Silk Route? ", pp. 157-8. Conscients qu'ils ne pouvaient plus compter sur « le beurre et l'argent du beurre », tous les États de l'Asie centrale, excepté le Tadjikistan, quittèrent la zone.

¹⁷ Le Turkménistan a évité le pire grâce à d'importantes réserves de gaz naturel qu'il peut écouler dans les autres pays de l'ex-Union soviétique à des prix proches des cours mondiaux. En conséquence, le revenu réel des particuliers s'est plus ou moins stabilisé tandis que le revenu national et la production industrielle ont progressé en 1993.

¹⁸ Il est à noter que le processus de réforme économique, notamment la privatisation, se déroule d'une façon sporadique dans toute la région. On peut trouver plusieurs explications à la démarche suivie par les gouvernements. Une privatisation des industries non compétitives provoquerait une augmentation généralisée du chômage urbain et, du même coup, des tensions sociales et politiques. Si elle était réalisée pour de bon, elle nuirait aussi aux intérêts des puissantes élites de l'ex-Union soviétique dans l'appareil étatique. Celles-ci constituent un élément important de la base politique des régimes au pouvoir sauf, en partie, au Kirghizistan. Enfin, une exacerbation des tensions ethniques dans la région serait à craindre étant donné que, si les travailleurs et les dirigeants des entreprises sortaient gagnants de l'opération, une part disproportionnée des ressources pourrait être transférée à des populations européennes non indigènes.

Les perspectives à long terme dans la région sont variables. Ainsi qu'on l'a expliqué dans l'analyse sur le Kazakhstan, elles apparaissent raisonnablement bonnes pour ce qui est d'une reprise axée sur les exportations de ressources naturelles, à condition que la république réussisse à attirer des compétences et des capitaux étrangers. Le pays abonde en ressources et est sous-peuplé. On pourrait dire la même chose du Turkménistan, encore que son potentiel soit beaucoup plus concentré sur la production d'énergie.

L'Ouzbékistan présente aussi d'excellentes possibilités de croissance grâce à l'exploitation des richesses naturelles. Bien que ses réserves d'énergie soient loin d'atteindre celles des républiques susmentionnées, il s'agit d'un petit pays exportateur net de pétrole, et qui pourrait le demeurer au cours des prochaines années. Cette république possède aussi un énorme potentiel en tant que pays producteur et exportateur de minerais. Enfin, le coton figure toujours parmi les principales sources de recettes à l'exportation.

Mais l'Ouzbékistan est beaucoup plus peuplé que le Kazakhstan et le Turkménistan. L'avenir du secteur du coton dans la république, sur lequel toute l'économie repose, apparaît fragile, vu l'épuisement des sols et la pollution par les engrais et les pesticides. L'infrastructure agricole se détériore rapidement, en partie à cause d'un manque d'investissements, et en partie du fait de la dépendance, pour les équipements et les pièces détachées, à l'égard de fournisseurs de l'ex-Union soviétique qui ne sont plus fiables. D'énormes problèmes de transport touchent les exportations de coton ouzbek vers les marchés à devises fortes. Et presque tout le pays compte sur l'eau provenant des États voisins, ce qui le rend très vulnérable.

Quant à eux, le Kirghizistan et le Tadjikistan disposent de bonnes réserves de minerais pour l'exportation¹⁹, mais peu d'efforts ont été accomplis pendant le régime soviétique pour exploiter cette capacité. Les deux pays possèdent très peu d'industries, et les industries qui se sont développées pendant l'ère soviétique (électronique au Kirghizistan, ou raffinage de l'uranium au Tadjikistan, par exemple) étaient étroitement liées aux activités militaires de l'URSS et n'avaient que peu de rapport avec les besoins ou la capacité de développement propres aux pays. Ceux-ci sont en train de perdre une part importante de leur personnel qualifié, beaucoup d'Européens émigrant vers le Nord et l'Ouest. Il existe de gros besoins en matière de reconstruction et de développement qui nécessiteront un important soutien financier et technique. Au Tadjikistan, notamment, la situation politique n'est pas particulièrement propice à une telle évolution.

¹⁹ Le Kirghizistan, qualifié de « Suisse de l'Asie », présente aussi un certain potentiel touristique.

C. Évolution politique

Ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, la situation politique dans la région varie beaucoup. Quatre principaux facteurs entrent en jeu lorsqu'on analyse l'avenir politique des États de la région. Les deux premiers, soit la conjoncture économique et les relations interethniques, ont déjà été traités.

Le troisième est la religion. La grande question est ici de savoir dans quelle mesure l'Islam présente actuellement une menace pour la stabilité politique des régimes visés. On a vu que l'emprise soviétique n'avait pas réussi à l'éliminer, tant s'en faut, et que dans les conditions politiques et idéologiques qui prévalent en Asie centrale il constitue une bonne solution de remplacement pour les populations qui se cherchent des racines. Les dirigeants de ces États eux-mêmes voient dans l'identification à l'Islam une tactique politique intéressante, qui leur permet à la fois d'échapper aux critiques internes et de solliciter l'aide d'autres États musulmans.²⁰

Leur recherche de la légitimité qu'apporte cette allégeance religieuse -- ajoutée à leur crainte qu'une politisation de l'Islam mine leur autorité déjà affaiblie -- suscite tout un éventail de réactions envers l'Islam dans la plupart des États de la région. À l'extrémité la plus dure de cet éventail, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont interdit les partis et les mouvements politiques islamiques, mais la pratique religieuse est entièrement libre. Il est probable que cette modération s'explique d'abord par le fait que, d'un côté, ces États présentent la plus grande diversité ethnique de la région et que, de l'autre côté, les franges ethnonationalistes composées par les communautés kazakh et kirghiz se reconnaissent vigoureusement dans l'Islam. Ceci étant dit, cependant, les deux États sont relativement protégés contre une islamisation de la politique parce que la pratique de l'Islam dans ces deux communautés est plutôt du type ritualiste, souple, et mêlée à des traditions et des rites non islamiques.²¹

À l'autre extrémité, au Turkménistan, le régime accepte que les fêtes islamiques soient des jours chômés et il encourage l'instruction religieuse dans les écoles publiques, bien que le président Niyazov ait rappelé que l'État demeurera laïc. Son ouverture à l'Islam est due en partie à une forte islamisation des Turkmènes, mais

²⁰ Martha Brill Olcott note à cet égard que le président du Kirghizistan, Askar Akaev, « a déclaré que, pour un prix raisonnable, il se ferait un plaisir de se rendre en pèlerinage à la Mecque. » Voir Martha Brill Olcott, " Central Asia's Islamic Awakening ", Current History XCIII, n° 582 (avril 1994), p. 152.

²¹ Il existe une exception au Kirghizistan : la vallée de Fergana, fortement peuplée de communautés ouzbeks extrêmement religieuses.

aussi au désir du président de se rapprocher de l'Iran, débouché du Turkménistan sur la mer.

Le Tadjikistan et l'Ouzbékistan se situent au milieu, les relations entre l'Islam et la politique étant beaucoup plus complexes. Le Parti de la renaissance islamique (PRI) et d'autres mouvements politiques semblables y sont très actifs. La chute du régime Nabiev au Tadjikistan a résulté en partie du dynamisme affiché par ces groupes dans l'opposition.²² L'Ouzbékistan a toujours été le pays le plus islamisé de la région. La vallée de Fergana reste au coeur d'un renouveau marqué de l'Islam. Karimov a essayé d'y répondre en associant une légitimation de l'Islam à la suppression systématique des moindres manifestations politiques de l'Islam (y compris celles du PRI), et en faisant tout pour soumettre la hiérarchie religieuse à son autorité. Cela est révélateur non seulement de son malaise face à la religiosité d'une bonne partie des campagnes, mais aussi de sa crainte d'un débordement de la guerre au Tadjikistan, à laquelle les Ouzbeks prennent une part active.

Quoi qu'il en soit, malgré la fragilité des régimes au pouvoir, leur survie ne semble pas réellement menacée par l'Islam. Le Tadjikistan fait plus ou moins exception encore que, même là, le rôle de l'Islam dans l'opposition ait été surestimé; en outre, dans la mesure où l'Islam jouit d'un important soutien, ces agitations témoignent davantage des frustrations économiques et de l'insécurité sociale de la population que de l'influence de la religion. Globalement, les mouvements islamiques restent faibles. Lorsque les gouvernements de la région ont réagi à l'Islam sous sa forme politique, ils l'ont généralement fait avec efficacité (il suffit de penser au traitement subi par le PRI en Ouzbékistan, ou au sort vécu au Kazakhstan par le mouvement Alash, mouvement le plus proche de l'Islam dans ce pays).

Il se peut toutefois qu'à longue échéance l'incapacité de redresser sensiblement l'économie et de créer des institutions représentatives et démocratiques favorise l'émergence d'idéologies politiques plus radicales, dont l'Islam, surtout en Ouzbékistan et au Tadjikistan. La vulnérabilité des systèmes politiques de la région face au réveil de l'Islam est actuellement très relative, mais l'avenir dépend des résultats politiques et économiques des dirigeants et de leurs successeurs.

Nous en venons au quatrième facteur susmentionné, soit la souplesse d'adaptation d'un régime politique aux aspirations et aux besoins des électeurs; ainsi qu'on l'a vu, elle dépend beaucoup de l'aptitude des corps politiques à réunir les

²² Il ne faudrait toutefois pas en conclure que l'Islam a été le principal moteur de l'effondrement du régime. L'opposition à Nabiev a consisté en une coalition hétérogène de forces islamiques, démocratiques et régionales (Gorno-Badakhshan et Garm, par exemple).

intérêts de la population et à les représenter. L'héritage de la période soviétique n'augurait rien de bon à cet égard.

Sous Gorbatchev, la « glasnost » a rarement suscité l'apparition de fronts nationaux et populaires comme dans d'autres régions de l'union. Le Parti a conservé les rênes du pouvoir dans les républiques de l'Asie centrale, et les activités des groupes politiques non officiels s'en sont trouvées limitées. Par ailleurs, les changements survenus en Europe de l'Est n'ont pas eu les mêmes effets que dans les États baltes ou en Ukraine pour ce qui est de secouer la conscience politique de la population et de la canaliser sous forme organisée.²³ Les activités menées par les groupes politiques non officiels entre 1985 et 1991 n'ont dans l'ensemble pas dépassé le stade des soulèvements ethniques (comme le soulèvement kazakh contre la nomination du Russe Gennadii Kolbin au poste de premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan en 1986, ou les émeutes entre Kirghiz et Ouzbeks à Osh en 1990).

En résumé, les républiques de l'Asie centrale ont obtenu leur indépendance sans être organisées sur le plan politique, si l'on excepte les partis communistes, qui n'avaient souvent fait que changer de nom.²⁴ Les nouveaux partis politiques sont souvent petits et élitistes; ils disposent de moyens extrêmement limités et ils sont peu ancrés dans la population.²⁵

L'orientation suivie par rapport à l'ancien régime soviétique diffère sensiblement entre les cinq États. À un extrême, on trouve le Kirghizistan, qui laisse une liberté d'action plus ou moins complète à un large éventail de partis, bien qu'il interdise les

²³ Ainsi qu'il apparaît dans l'autre document, le mouvement du Nevada-Semipalatinsk contre les essais nucléaires a constitué en partie une exception et a servi de ferment à l'apparition ultérieure de plusieurs groupes politiques au Kazakhstan. Il faut toutefois préciser que ce mouvement a été officiellement reconnu.

²⁴ À l'automne de 1991, par exemple, le Parti communiste du Turkménistan s'est dissout puis reconstitué sous le nom de Parti démocratique turkmène. En décembre de la même année, le président Niyazov nouvellement élu, ancien dirigeant communiste, a signé un décret en vertu duquel tous les anciens membres du PCT devenaient automatiquement membres du PDT. En Ouzbékistan, Islam Karimov a remplacé le parti communiste du pays par le Parti démocratique populaire. Quarante-vingt-dix pour cent des membres du Parlement actuel (Oliy Majlis) adhèrent au PDP.

²⁵ Font en partie exception les mouvements russe ou slave pour la défense des minorités politiques et des droits de la personne.

partis politiques islamiques.²⁶ Il existe actuellement quatre grands mouvements politiques : les nationalistes radicaux (notamment le Parti kirghiz libre et le Parti de la renaissance nationale), les démocrates nationaux (le Mouvement démocratique et le Parti de la mère patrie), les modérés (le Parti républicain du peuple, les Socio-Démocrates du Kirghizistan et le Parti agraire) et la gauche (notamment le Parti des communistes du Kirghizistan). L'État a aussi opté pour la modération envers les minorités ethniques, en partie pour éviter une vague d'émigration de travailleurs russes. Rien n'indique véritablement que les mouvements d'opposition soient brimés ni qu'on restreigne leur accès aux médias. On ne peut non plus dire que des manipulations aient eu lieu pendant les élections présidentielles d'octobre 1991, ni au cours du référendum de janvier 1994 sur la présidence d'Akaev, qui a valu à ce dernier 96 p. 100 des voix.

Ainsi qu'on l'explique en détail dans le document connexe, le Kazakhstan suit une optique plus autoritaire. Bien qu'il existe une grande liberté politique, certains mouvements (comme les mouvements ethnonationalistes Alash et Lad) doivent se plier à des contraintes administratives. En outre, les dernières élections parlementaires ont montré que le régime au pouvoir est résolu, quelles que soient ses prétentions démocratiques, à asseoir son autorité, si possible par les voies légales et, au besoin, en violant les lois et la constitution de l'État.

Le Turkménistan et l'Ouzbékistan représentent la tendance non démocratique. Dans le premier, à part le Parti démocratique du Turkménistan, un seul autre mouvement (le Parti paysan, apparemment inactif) a obtenu le statut de parti. Tous les autres se sont heurtés à un refus. Le Groupe d'Helsinki, entre autres, décrit le Turkménistan comme un pays où la vie politique est systématiquement censurée, où toute critique du gouvernement est prohibée, où les opposants voient leur liberté de mouvement limitée et ne peuvent entrer en contact avec des étrangers, etc.

L'Ouzbékistan a pris un chemin encore plus répressif. Les partis autorisés autres que le Parti démocratique populaire au pouvoir (Parti de la mère patrie, Parti des paysans, et Parti communiste des travailleurs de l'Ouzbékistan) sont plus nombreux qu'au Turkménistan mais ils apportent en général un net soutien au PDP et au

²⁶ Le Kirghizistan se distingue aussi comme étant le seul gouvernement de l'Asie centrale à avoir rompu une bonne partie de ses liens avec son passé communiste pendant la période qui a précédé son indépendance. Lors des élections de 1990, les voix communistes se sont partagées entre deux prétendants, lesquels sont ensuite tombés victimes d'une règle de procédure voulant que les candidats obtenant moins de la moitié des voix des parlementaires ne pouvaient se présenter au second tour. C'est ce qui a permis l'élection d'Askar Akaev. Il est à noter que, si le pouvoir exécutif a échappé au Parti, le parlement élu en 1990 continue de siéger jusqu'en 1995. Ces élections ont eu lieu en grande partie sur la base d'une candidature unique, et le gouvernement qui en est ressorti demeure très influencé par les anciens dirigeants communistes.

président Karimov. Des deux principaux partis d'opposition laïcs constitués sous le règne de Gorbatchev, l'un (Birlik) a été qualifié de menace pour l'État avant d'être banni, tandis que l'autre (Erk), bien qu'autorisé, s'est vu interdire de répandre ses idées. Les groupes à caractère plus religieux, comme le PRI, l'Adolat et le Mouvement national de la mère patrie, ne sont pas reconnus, leurs membres et leurs chefs subissent des persécutions et ils ne peuvent se réunir. Les mouvements de nature ethnique, comme le mouvement Tadjik Samarkand, font également l'objet de poursuites féroces, et leurs chefs sont tyrannisés ou emprisonnés. Le choix fait par Karimov est clair entre la stabilité à court terme et la maturation politique à long terme. Il a opté pour la première formule, au risque de radicaliser les vrais opposants.

En résumé, on remarque avec intérêt que les orientations politiques suivies par les divers pays sont étroitement liées au degré d'hétérogénéité ethnique de leur société. Mieux l'ethnie au pouvoir est représentée en proportion de la population²⁷, plus le régime est répressif. La menace politique que fait peser l'Islam influe également. Plus le poids de la religion est important ou risque de le devenir (comme en Ouzbékistan et au Turkménistan), plus le régime apparaît autoritaire.

Jusqu'à présent, le Tadjikistan a été exclu de l'étude des politiques intérieures parce qu'il se trouve en pleine guerre civile. Pourtant, la question tadjik constituant le principal facteur de trouble pour la sécurité régionale de l'Asie centrale, sa situation intérieure mérite une attention particulière. La guerre civile dans ce pays, comme beaucoup d'autres problèmes de la région, dérive de l'ère stalinienne. Autrefois, les Tadjiks et les Ouzbeks de l'Asie centrale vivaient mélangés. La partition en deux républiques, purement artificielle, a donné lieu à la présence d'une minorité ouzbek importante au Tadjikistan, et inversement. L'Ouzbékistan a hérité de tous les grands centres urbains de l'ancien émirat de Bukhara, et le Tadjikistan s'est retrouvé sans aucun pôle national. La géographie du pays contribue à renforcer les identités infranationales : l'« oblast » de Khojent dans le nord, qui fait partie de la vallée de Fergana, est liée sur le plan économique et ethnographique à l'Ouzbékistan et séparée du reste du pays par des montagnes.

La politique du Tadjikistan a toujours été dominée par une coalition de clans issus des régions de Khojent et Kulyab. Les Garmis, rivaux des Tadjiks et originaires du sud de la région de Kulyab, en ont été exclus, ainsi que les élites de la région du Gorno-Badakhshan au Pamir. Les équipes au pouvoir ont imposé leur mainmise sur la répartition des ressources de sorte que la région de Khojent a reçu le plus gros de l'aide au développement au détriment du sud et de l'est.

²⁷ Comme on le voit au tableau I, l'Ouzbékistan et le Turkménistan se distinguent à cet égard.

Le coup d'État de Moscou, en août 1991, a fait apparaître au grand jour les mouvements d'opposition à la surreprésentation de la région de Khojent au sein du parti et du gouvernement. Apparemment, la lutte opposait le parti communiste au pouvoir et une coalition de forces nationales démocratiques et islamiques mais, en réalité, c'est une bataille interrégionale qui se livrait. Les manifestations de masse de mai 1992 ont contraint le gouvernement en place à faire d'importantes concessions, y compris de s'ouvrir à l'opposition.

Ces concessions ayant été rejetées par les autorités des régions de Kulyab et Khojent, l'insurrection a repris en septembre. Ce mois-là, le gouvernement communiste a été renversé et a cédé la place à un gouvernement dominé par l'opposition. Ce dernier n'a jamais réussi à imposer sa loi sur le territoire.

En novembre 1992, la coalition Khojent-Kulyab, appuyée par le Front populaire paramilitaire et par la 201^e Division d'infanterie motorisée russe basée à Dushanbe,²⁸ reprenait la capitale, actuellement aux mains d'Imomali Rahmanov. Le nouveau gouvernement a alors relancé l'offensive contre l'opposition, comptant sur les forces terrestres russes et sur l'aide des éléments aéroportés ouzbeks. À l'hiver de 1992-1993, le pays s'est trouvé plongé dans une guerre civile qui a provoqué entre 15 000 et 20 000 morts outre la fuite de quelque 80 000 personnes en Afghanistan.

La présence de groupes tadjiks apparentés en Afghanistan, et le soutien fourni par les réfugiés, ont permis à l'opposition de s'en prendre en toute impunité aux forces gouvernementales russes et tadjiks pendant presque toute l'année 1993 et une partie de 1994. Il en a résulté des pertes importantes chez les Russes, et des incursions appuyées de la part des forces russes dans l'espace aérien afghan. Le syndrome afghan, conjugué à la crainte croissante d'une radicalisation et d'une islamisation de l'opposition du fait du conflit qui s'éternise, a amené la Russie et l'Ouzbékistan à engager des efforts diplomatiques intenses pour parvenir à un règlement politique et pour obliger leurs alliés locaux à négocier de bonne foi.²⁹

²⁸ Cet abandon de neutralité décidé par les Russes au début du conflit pour soutenir ouvertement la vieille garde peut s'expliquer ainsi : Islam Karimov faisait pression sur le gouvernement russe pour qu'il intervienne face à l'influence croissante des forces islamiques au Tadjikistan, et les militaires russes s'inquiétaient de la menace islamique sur la sécurité de la Russie. Voir Dannreuther, *Creating States in Central Asia*, p. 29. Voir aussi plus loin l'analyse sur la politique russe.

²⁹ La mort, en juin 1993, de 25 soldats russes à la frontière lors d'un échange de feux avec des guérilleros infiltrés de l'Afghanistan a conduit la Russie à émettre publiquement l'idée d'un règlement politique. Voir Shahrbanou Tadjbakhsh, " Tadjikistan: From Freedom to War ", *Current History* XCIII, n° 582, p. 174.

Le cas du Tadjikistan est un exemple extrême des problèmes vécus par tous les États de la région. La diversité politique du Tadjikistan a grandement contribué à masquer des luttes d'influence entre des régions qui ne se sentent retenues par aucun sentiment d'unité nationale. De façon plus générale, cette situation est symptomatique des menaces que fait peser sur la sécurité intérieure et régionale la tendance de tous les régimes de la région (plus ou moins à l'exception de celui du Kirghizistan) à empêcher systématiquement des pans entiers d'une population sensibilisée de participer à la vie politique comme elle en a le droit.

Les frustrations économiques et l'anomie idéologique qui caractérisent tous ces pays, outre les incertitudes d'ordre ethnique que plusieurs d'entre eux connaissent, forment un terrain fertile sur lequel les élites mises à l'écart peuvent semer les germes d'une guerre civile. Comparativement à l'ancien régime soviétique, la plupart de ces gouvernements apparaissent relativement stables, mais leurs profondes fractures sociales et ethniques, le caractère exclusif de leur politique, le manque d'expérience politique de leur population, la détérioration de l'économie et leurs égarements politiques permettent de douter de leur maintien durable au pouvoir. L'oppression sociale et ethnique existant dans ces pays, par ailleurs, nous laisse penser qu'il pourra être difficile d'éviter une extension de l'instabilité d'un État à l'autre, comme en témoigne la situation au Tadjikistan.

LES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'ASIE CENTRALE

A. Le contexte régional

Cela nous amène à envisager la sécurité régionale à deux niveaux. Le premier niveau concerne les relations entre les États. Ainsi qu'on l'a dit, en surface, ces relations semblent tout à fait bonnes. Les négociations menées par ces pays pour créer une union économique d'ici l'an 2000 en sont un bon exemple, de même que leur appartenance commune à des organismes régionaux tels que l'Organisation de coopération économique et le Conseil de la mer Caspienne ou leur attachement à une identité « turque » régionale (excepté le Tadjikistan).

Mais les risques de conflit et les tensions réelles entre ces États ne manquent pas. Mentionnons tout d'abord les différences de grandeur. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont beaucoup plus importants que leurs voisins sur le plan démographique et économique. L'un et l'autre se livrent déjà une lutte manifeste pour la domination de la région, lutte qui représente un obstacle non négligeable à la coopération régionale.

Pour ce qui est des ethnies, les Ouzbeks sont deux fois plus nombreux que les Kazakhs, deuxième groupe ethnique de la région. C'est pourquoi les populations

minoritaires s'interrogent avec inquiétude sur la capacité (et le désir) des Ouzbeks de dominer la politique régionale. Une des raisons de la tiédeur manifestée par le Turkménistan à l'égard des structures de coopération régionale proposées, par exemple, est le fait que les Ouzbeks domineraient inévitablement de telles instances.³⁰ Cette peur est exacerbée par la volonté évidente des Ouzbeks de s'imposer sur les républiques moins puissantes.³¹ Les aspirations des Ouzbeks ressortent aussi clairement du rôle clé qu'ils ont joué dans l'intervention multilatérale menée au Tadjikistan en 1992-1993, et du déploiement d'éléments de leurs forces terrestres et aériennes pour soutenir le gouvernement Rahmanov.

Cela est lié à un deuxième point. Les relations entre plusieurs des groupes ethniques de la région (Ouzbeks et Tadjiks, Ouzbeks et Kirghiz, notamment) sont caractérisées par une forte et très ancienne animosité. Cette animosité a été renforcée par le découpage territorial soviétique, qui a laissé la région en proie à des revendications ethnoterritoriales encore sans solution. Au Kirghizistan, par exemple, on redoute à l'évidence que l'Ouzbékistan revendique le district d'Osh dans l'est de la vallée de Fergana. Les Tadjiks déplorent avec beaucoup d'amertume la perte de « leurs » principales conurbations urbaines (Samarkand et Bukhara) au profit de l'Ouzbékistan en 1924, tandis que l'Ouzbékistan a des prétentions du même ordre sur la région de Khojent au Tadjikistan. Des problèmes comparables empoisonnent les relations entre Ouzbeks et Kazakhs, bien qu'à un moindre degré.³²

La question territoriale est liée à celle des droits des minorités. Comme on l'a vu, il existe d'importantes populations d'Ouzbeks, de Kazakhs et de Tadjiks dans les républiques voisines des pays où ils sont dominants. Les incertitudes politiques, outre l'héritage ancien de relations intercommunales, font que les régimes en place dans

³⁰ À ce sujet, voir Boris V. Rumer, " The Gathering Storm in Central Asia ", *Orbis*, XXXVII, n° 1 (hiver 1993).

³¹ Les relations entre Ouzbeks et Kirghiz sont instructives. Karimov s'est montré extrêmement fâché par la voie politique et économique choisie par les Kirghiz et, à maintes occasions, il s'en est pris au Kirghizistan. On se rappellera, par exemple, l'enlèvement de militants politiques ouzbeks par la police ouzbek au Kirghizistan alors qu'ils assistaient à une conférence sur les droits de la personne en 1992. On pourrait également citer l'interruption de l'acheminement de gaz vers le Kirghizistan, à la mi-1993, en signe d'opposition à la réforme monétaire kirghiz. D'autre part, en mai de cette même année, les forces armées ouzbeks ont procédé à des exercices en territoire kirghiz sans en informer le gouvernement.

³² Un ami kazakh m'a récemment rapporté une conversation qu'il avait eue avec un collègue ouzbek, au cours de laquelle ce dernier défendait d'arrache-pied les revendications ethniques et historiques de l'Ouzbékistan concernant la région de Shimkent. Le Kazakh lui a répondu que l'Ouzbékistan pourrait certainement obtenir cette région, mais uniquement à condition de reconnaître les prétentions historiques des Kazakhs sur Tashkent.

toute la région considèrent ces populations minoritaires avec suspicion et cherchent à limiter leurs droits collectifs et leurs activités politiques.³³ De leur côté, les gouvernements locaux sont tentés de défendre ces droits.

On observe enfin des liens de dépendance assez forts dans la région sur le plan de l'économie et des ressources. À cet égard, le risque de conflit le plus important tient probablement à la mauvaise répartition des richesses entre l'Ouzbékistan d'un côté, le Kirghizistan et le Tadjikistan de l'autre. Ces deux derniers pays sont tributaires de l'Ouzbékistan pour leurs sources d'énergie. Nous avons vu que le gouvernement ouzbek n'a pas manqué de tourner cette dépendance à son avantage politique. En revanche, l'Ouzbékistan dépend du Kirghizistan pour l'hydroélectricité et, surtout, pour l'eau. Presque toute l'eau à laquelle l'Ouzbékistan doit d'être le quatrième producteur mondial de coton provient des montagnes de ces deux États. La moindre perturbation de cet approvisionnement en eau aurait littéralement pour effet d'épuiser l'économie agricole de l'Ouzbékistan.

En bref, le premier enthousiasme suscité par l'intégration régionale a cédé le pas à la résurgence de vieilles tensions ethniques et territoriales et à une manipulation des ressources à des fins politiques. Une extension de ces deux facteurs d'insécurité régionale n'a rien d'impossible. Le fait que les États de la région aient opté pour des moyens de développement économique et politique très différents risque d'exacerber les tensions entre eux.

B. Le contexte international

De telles tensions incitent d'autant plus les États concernés à solliciter une intervention de l'étranger. C'est sur l'instance d'Islam Karimov -- inquiet d'un débordement du renouveau islamique à partir d'un Tadjikistan de plus en plus radicalisé et déchiré -- que la Russie est entrée en guerre avec ce pays. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan cherchent le soutien de la Russie et d'autres États voisins dans leur quête d'une domination de la région. Pour freiner ces aspirations hégémoniques, les petits États, comme le Turkménistan, font appel à de l'aide extérieure.

Au cours des années qui ont suivi l'indépendance, on pensait en général que les interventions internationales dans la région seraient surtout centrées sur une rivalité entre l'Iran et la Turquie. Le premier était motivé en partie par la volonté d'exercer une certaine pression sur une frontière nord jusque-là stable mais qui donnait des signes de fragilité. Cette volonté était confortée par la crainte que des puissances

³³ On remarquera avec intérêt que cela vaut aussi pour le Kirghizistan. La loi martiale a été déclarée dans le district d'Osh après les émeutes d'octobre 1990 et n'a été levée que récemment pour céder la place à une interdiction des manifestations.

traditionnellement hostiles comme la Turquie ou les alliés occidentaux de la Turquie cherchent à prendre l'Iran de flanc en profitant du vide laissé par l'Union soviétique. En outre, l'islamisation de l'État iranien expliquait le désir de ressusciter l'Islam dans ces pays contigus, sinon de leur faire adopter une politique intérieure et étrangère islamique.

La Turquie, quant à elle, semblait se tourner vers les pays de l'Est à cause de l'impasse touchant son adhésion à l'UE et des ambiguïtés concernant l'appui de l'OTAN, dont l'avenir paraissait incertain au terme de la guerre froide. De plus, le « panturquisme » gagnait en force dans la politique intérieure, tandis que beaucoup de gens du monde des affaires pensaient que, de par leur proximité et leurs ressemblances linguistiques avec la Turquie, ces marchés nouvellement ouverts offraient des possibilités. La première année d'indépendance a semblé confirmer ces attentes alors que des délégations turques et iraniennes sillonnaient la région pour proposer des aides financières et des projets de coopération économique et culturelle.³⁴

Au contraire, on a accordé peu d'attention à la Russie et à sa politique en Asie centrale. Ce n'était pas surprenant vu que, depuis le début de la CEI, les trois anciennes républiques soviétiques slaves avaient coupé les ponts pour se tourner vers l'Ouest. De plus, pendant la première année d'indépendance, la politique étrangère de la Russie ne semblait pas suivre une orientation très définie ni des approches coordonnées à l'égard des anciennes républiques. C'est ce qui a fait naître l'image d'un vide géopolitique que d'autres se devaient de combler.

Mais c'était là négliger un certain nombre de facteurs géographiques, politiques et économiques. Des dépendances économiques importantes subsistaient. Dans la Fédération russe, par exemple, le district d'Orenbourg dépendait et dépend toujours du pétrole de l'ouest du Kazakhstan, tandis que l'est et le sud du Kazakhstan sont tributaires du pétrole de la région de Tyumen en Russie. Le complexe métallurgique de Kuznetsk s'alimentait en charbon dans la région de Karaganda au Kazakhstan. L'industrie textile russe était toujours dépendante du coton ouzbek. Le gros de l'industrie nucléaire était dispersé aux quatre coins de l'ancienne union, et l'uranium de l'Asie centrale prenait une grande place dans son fonctionnement.

Au chapitre de la sécurité, les liens entre les régions n'ont pas non plus véritablement changé. Dans les négociations START, la politique du Kazakhstan était fondamentalement liée à celle de la Russie relativement aux armes nucléaires

³⁴ D'autres pays du Moyen-Orient leur ont d'ailleurs emboîté le pas, surtout l'Arabie saoudite, qui a apporté une importante contribution financière à la construction de mosquées et d'autres établissements religieux.

stratégiques. Les principales rampes d'essai des engins spatiaux et nucléaires russes se trouvaient au Kazakhstan. D'importantes troupes russes étaient réparties aux quatre coins de l'Asie centrale, et des soldats russes assuraient la garde des frontières extérieures de la région. Même s'il l'avait voulu, le gouvernement russe aurait éprouvé de la difficulté à rapatrier ces troupes à cause du manque d'installations pour les accueillir.

La Russie est également liée à l'Asie centrale par sa diaspora. Le sort de cette dernière est rapidement devenu une question primordiale dans la politique intérieure russe, question que le gouvernement russe a négligée à ses risques et périls. Par ailleurs, compte tenu de sa propre situation économique, il était presque inévitable que la Russie cherche à empêcher, en totalité ou en partie, un retour massif de cette diaspora.

Enfin, les élites politiques de la région étaient aussi intimement liées à celles de la Fédération russe par leur expérience commune aux échelons supérieurs du Parti communiste soviétique. Il en allait de même pour les appareils de sécurité et de défense des nouveaux États.

En d'autres termes, la Russie avait de bonnes raisons de ne pas abandonner les pays de la région et elle ne manquait pas de moyens pour influencer leur politique au besoin. Ce qui a changé en 1992-1993, ce sont les intentions des stratèges russes. Pour des raisons abondamment étudiées par ailleurs³⁵, le débat interne mené en Russie a évolué dans le sens d'une marginalisation des internationalistes libéraux favorables à l'Occident, et d'une politique étrangère plus nationaliste, plus proche de l'intérêt russe dans la CEI, y compris en Asie centrale. Si l'on en juge par certaines déclarations officielles récentes sur la politique étrangère et de sécurité des Russes, ceux-ci accordent une attention extrême au contrôle des frontières extérieures de l'ex-Union soviétique, à la reconstruction de l'ancien espace économique soviétique, à la sécurité et aux droits de la diaspora russe dans les pays voisins, et à la limitation du pouvoir politique et militaire de pays contigus potentiellement hostiles.

Cette évolution s'est faite parallèlement à une clarification de l'ampleur et de la profondeur de la rivalité turco-iranienne. D'abord, l'Iran, malgré ses prétentions idéologiques, a fait preuve de modération dans la région, s'intéressant principalement aux liens économiques et cherchant à tirer avantage de sa position en tant qu'important point d'accès régional aux marchés internationaux. Peu de projets ont dépassé le stade de la planification ou de la négociation. Le plus impressionnant est probablement la liaison ferroviaire entre Ashgabat et Meshed, qui établit un pont entre

³⁵ Voir, par exemple, S. Neil MacFarlane, " Russia, The West, and European Security ", *Survival* XXXV, n° 3, (automne 1993), p. 7-18.

le réseau de chemins de fer du Turkménistan et ceux du Moyen-Orient et de l'Europe; la construction a commencé et devrait s'achever dans un délai raisonnable.³⁶

Face aux conflits locaux qui touchent sa frontière nord (Nagorny-Karabakh, Tadjikistan), l'Iran a adopté une démarche globalement modérée et constructive. C'est pourquoi on peut se demander dans quelle mesure sa rivalité avec la Turquie ou sa conscience islamique constituent des moteurs de sa politique régionale. Il semble avoir des préoccupations plus pratiques et limitées.

L'emprise de la Turquie sur la région est aussi beaucoup moins impressionnante qu'on le prévoyait. Les États de l'Asie centrale sont de plus en plus déçus par l'apparente incapacité de la Turquie de leur fournir les ressources qu'ils escomptaient après avoir embrassé le « modèle turc » et accepté l'intervention de la Turquie. L'enlisement de l'avance turque peut s'expliquer par au moins quatre facteurs.

Premièrement, les inquiétudes suscitées par la lutte d'influence avec l'Iran dans la région se sont atténuées, les grandes lignes de la politique iranienne étant devenues plus claires. Deuxièmement, la Turquie n'a pas les moyens de se poser en principal pays promoteur du développement de la région. Troisièmement, elle doit faire front à des difficultés internes croissantes (comme les mesures anti-insurrectionnelles continuellement prises au Kurdistan). Ces dernières monopolisent l'attention des décideurs au détriment de la politique extérieure, et elles absorbent une part toujours plus grande des ressources de l'État. Enfin, le maintien de bonnes relations avec la Russie demeure une priorité de la politique étrangère de la Turquie dans la région. Compte tenu de tout cela, l'assurance rhétorique, économique, politique et militaire croissante qu'affiche la Russie en Asie centrale laisse moins de place qu'on ne pensait aux initiatives extérieures.

D'autres pays contigus ou proches ont un intérêt dans la région (comme le Pakistan et la Chine), et la Chine est en train de se tailler une part confortable dans les importations du Kazakhstan, mais on peut difficilement dire que ces pays cherchent systématiquement à pénétrer la région du point de vue politique. Et la capacité des deux États susmentionnés d'influencer le développement économique de la région est limité.

³⁶ Le Turkménistan se trouve au cœur des efforts économiques de l'Iran, car il recherche avec énergie un débouché pour ses exportations de gaz en remplacement de la Russie. La voie logique, vu l'instabilité apparemment chronique dans le Caucase, passerait par l'Iran en direction de la Turquie ou du Golfe. On espère aussi que l'Iran autorise le transit du pétrole produit dans l'ouest du Kazakhstan. Ainsi qu'on l'explique dans l'autre document, le Kazakhstan est fortement tenté d'étudier d'autres possibilités à cause des difficultés posées par la conclusion de protocoles pour les pipelines nécessaires à l'acheminement, via Novorossiisk, du pétrole de Tengiz exploité par Chevron.

Reste, en gros, la Russie. Son influence est appelée à croître pour plusieurs raisons : les spécialistes en politique étrangère et le public averti du pays apportent un soutien croissant à une plus grande fermeté dans la région, la Russie continue d'y exercer un pouvoir important et ses concurrents ne peuvent lutter contre elle par leur présence ni par leur influence. Cela s'explique notamment par le fait que des acteurs clés de la région comme le président Niyazov du Turkménistan (qui a récemment accepté, à la demande de la Russie, d'accorder la double citoyenneté aux russophones de son pays) et le président Karimov de l'Ouzbékistan (qui a demandé l'engagement de la Russie dans la guerre civile au Tadjikistan) souhaitent ardemment une intervention russe pour stabiliser la politique régionale.

Les Occidentaux joueront probablement un rôle de contrepoids politique en exploitant la souplesse de gens comme Askar Akaev et Nursultan Nazarbaev, qui acceptent une intervention et une influence importantes de la Russie dans la région, tout en cherchant à mettre le plus à profit leur indépendance et à atténuer l'ingérence russe. Le rôle économique de l'Occident compte davantage. Si elle jouit d'un poids militaire et politique certain sur la région, la Russie manque en revanche des ressources nécessaires au développement et à la modernisation des économies de l'Asie centrale. Or, cela est essentiel à une stabilité politique durable.

CONCLUSION

À l'exception du Tadjikistan, les États et régimes de l'Asie centrale montrent une capacité de survie étonnante face à un héritage impérial et soviétique rempli d'inconnues, à une grave crise économique ainsi qu'à des fractures politiques extrêmes, ethniques et régionales. C'est un exploit qu'il convient de ne pas sous-estimer. Mais, en refusant de poursuivre une politique de réforme économique et d'ouverture politique raisonnable, ils s'exposent à une instabilité politique aussi longue qu'aiguë. La tendance de certains dirigeants régionaux à supprimer les mouvements d'opposition risque d'entraîner une radicalisation de ces derniers. L'Ouzbékistan est le plus vulnérable à cet égard. En outre, jusqu'à présent, le Kirghizistan et le Kazakhstan n'ont pas réussi à résoudre les profondes contradictions ethniques qui menacent l'équilibre de l'État et qui favorisent les intrusions étrangères.

Les États de la région sont parvenus à maintenir entre eux des relations relativement correctes, mais ils sont extrêmement divisés par des disputes territoriales, des questions liées aux droits des minorités et des situations de dépendance disparates pour ce qui est de leurs ressources. Ces divisions n'ont pas encore engendré de conflit important, mais cela demeure possible, surtout parce que beaucoup d'entre elles (comme la question des droits des minorités ou celle des vieilles revendications territoriales) sont étroitement liées à la politique intérieure à une époque où le nationalisme constitue l'un des rares piliers sur lesquels des dirigeants à la légitimité douteuse peuvent s'appuyer pour se gagner la faveur populaire.

En ce qui a trait aux interventions extérieures en Asie centrale, la lutte que se livrent l'Iran et la Turquie pour occuper le vide laissé par l'effondrement de l'Union soviétique, et que l'on a tellement montée en épingle, n'apparaît plus aussi inquiétante qu'elle l'était. Actuellement, la tendance est à une reconstitution de l'influence russe dans la région. Pour cela, la Russie est relativement avantagée par le pouvoir politique, économique et militaire qu'elle possède de même que par la faiblesse ou l'indifférence relative de ses concurrents éventuels.

La formation d'un sous-ensemble d'États stable et prospère intéresse l'Occident. Le risque d'une déflagration entre grandes puissances voisines pour des questions d'ordre régional est limité, mais il se peut que des conflits locaux entraînent une intervention des Nations Unies et de la CSCE. Par ailleurs, le cas de l'Afghanistan montre que les problèmes régionaux peuvent déborder sur des États contigus. De plus, dans la mesure où les privations économiques et l'oppression politique font de l'Islam renouvelé une option attrayante pour les forces d'opposition de la région, l'agitation politique peut amener au pouvoir des groupes dont l'orientation politique laisse à désirer. Et, comme on l'a dit en introduction, la situation de la région sur les plans politique et de la sécurité a d'importantes incidences sur les négociations START et

les traités de non-prolifération. Enfin, l'effondrement de l'économie ou la guerre civile que vivent les États de la région créera probablement des besoins importants au chapitre humanitaire à un moment où les mécanismes d'aide internationaux ne suffisent déjà plus à la tâche.

L'évolution des relations entre États présente un enjeu fondamental pour les responsables politiques occidentaux. La question est de savoir comment réagir face à la politique régionale de la Russie. Lorsque l'URSS s'est dissoute, les États qui lui ont succédé ont été acceptés sur un pied d'égalité avec le reste de la communauté internationale. Leur souveraineté a été entièrement reconnue en vertu du droit international. Ils sont devenus membres à part entière d'organismes internationaux appropriés dont le Canada fait aussi partie, comme les Nations Unies et la CSCE.

Bien qu'elle ne vise apparemment pas à réprimer l'indépendance de ces États, la Russie a manifestement l'intention de restaurer une bonne part de son influence et de brider la souveraineté des autres républiques, ainsi que de renforcer leur dépendance à son égard. Sa politique militaire dans la région, comme en Géorgie et dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, consiste à encourager la résistance aux régimes qui n'acceptent pas la domination russe et à intervenir au nom de ceux qui l'acceptent. À tout le moins, on peut donc dire qu'il existe une incompatibilité marquée entre les aspirations et la politique russe d'un côté, et les engagements pris par les pays occidentaux d'un autre côté. La situation est compliquée par les pressions exercées par les Russes sur la communauté internationale pour qu'elle leur reconnaisse un rôle prépondérant dans la gestion des conflits locaux au sein de la CEI, comme au Tadjikistan.

Il en résulte un certain nombre de dilemmes fondamentaux pour l'Occident, dont le premier est le compromis à trouver entre ordre et justice. Bien que la Russie ait des velléités expansionnistes et que sa politique soit incompatible avec une indépendance pleine et entière des autres anciennes républiques soviétiques, sa présence contribue au maintien de l'ordre. Au Tadjikistan, par exemple, ses troupes ont réussi à instaurer une certaine stabilité qui n'aurait sans doute pas été possible autrement.

Le deuxième dilemme est le fossé qui sépare l'ambition des objectifs de l'Occident et sa détermination à les atteindre. Freiner l'influence russe dans cette région et dans d'autres exigerait de la part des Occidentaux et des organismes internationaux des moyens et des engagements à l'égard de la sécurité régionale qu'ils hésitent manifestement à prendre. On ne semble pas disposé à chercher une autre solution que la Russie pour consolider la stabilité régionale, préalable à un équilibre politique et économique. Les Occidentaux n'étant pas disposés à jouer d'autres cartes, le discours qu'ils opposent à la politique russe complique les efforts déployés pour

instaurer des liens plus solides avec la Russie tout en étant d'un maigre secours aux pays qu'il est censé défendre.

En conséquence, la nécessité s'impose d'un moyen terme entre une résistance ouverte à la Russie et la soumission. Certes, il semble bien difficile de contenir l'emprise russe, mais on pourrait en assouplir les formes et en atténuer les conséquences en essayant de situer les efforts russes de « maintien de la paix » dans un contexte multilatéral. La participation d'observateurs des Nations Unies et de la CSCE à ces efforts, par exemple, en augmenterait la transparence, ce qui permettrait d'éviter les débordements. Elle habituerait aussi les Russes à travailler dans un cadre multilatéral. Les retombées négatives de la poussée hégémonique russe pourraient aussi être atténuées par une politique dynamique d'aide aux États consentants (comme le Kazakhstan et le Kirghizistan) en matière de développement économique, par l'apport d'une assistance technique et économique, et par la promotion des investissements étrangers sans lesquels la stabilité de ces économies est compromise, en bref par l'établissement des contrepoids que souhaitent les dirigeants de la région les plus émancipés.

Apparemment, c'est au sein d'organismes multilatéraux comme l'ONU et la CSCE que le Canada joue le mieux son rôle dans les domaines de la sécurité militaire et de la limitation des armements. Le Canada pourrait jouer un rôle plus actif sur le plan de l'aide politique et économique. Son aptitude à régler pacifiquement des conflits d'ordre ethnique ou culturel serait des plus utiles au Kazakhstan et au Kirghizistan en particulier. Ses compétences techniques concernant la culture dans les plaines arides et l'exploitation des richesses naturelles ne manquent pas d'intérêt pour la région. Et, comme on l'a dit en introduction, le secteur des richesses naturelles présente un énorme potentiel pour les investisseurs canadiens et les exportateurs de certaines technologies.

Enfin, vu les contraintes qui pèsent sur les ressources du Canada et les compétences qui le caractérisent, il y aurait lieu de préciser ses axes d'intervention prioritaires. En ce qui a trait à l'aide canadienne à la stabilisation politique, le Kirghizistan et le Kazakhstan devraient avoir préséance étant donné qu'ils abritent une multitude d'ethnies et qu'ils sont relativement favorables à une réforme politique. Pour ce qui est des perspectives économiques, les cibles logiques sont le Kazakhstan et le Turkménistan. Cependant, ainsi qu'on l'a vu à propos du Kazakhstan, la représentation diplomatique du Canada est d'une discrétion qui limite sensiblement sa capacité d'arrêter une politique appropriée, d'exploiter les nombreuses possibilités existantes, et d'affirmer sa présence et son point de vue dans la région.

**POLICY PLANNING STAFF PAPERS/DOCUMENTS DU GROUPE DE LA
PLANIFICATION DES POLITIQUES**



CODE BPTÉ	DOC NO.	TITLE/TITRE	AUTHOR/ AUTEUR	STATUS/ STATUT	FRENCH VERSION ANGLAISE
SP54F	94/20	L'initiative russe dans les Balkans: Contexte et conséquences	Global Affairs Research Partners	A/D	Yes/Oui
SP55A	94/21	A Situation Report on the Politics, Economics, and Foreign Policy of Kazakhstan	Prof. S. Neil MacFarlane	A/D	Yes/Oui
SP55F	94/21	La situation politique et économique et la politique étrangère au Kazakhstan	Prof. S. Neil MacFarlane	A/D	Yes/Oui
SP56A	94/22	Regional Security in Central Asia	Prof. S. Neil MacFarlane	A/D	Yes/Oui
SP56F	94/22	La sécurité régionale en Asie centrale	Prof. S.Neil MacFarlane	A/D	Yes/Oui

A/D: available/disponible
 Not A/D protected document
 P: in preparation/en préparation

CA1 EA533 94P22 FRE ex.1 DOCS
 MacFarlane, S. Neil
 La securite regionale en Asie

